

# L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3. — Etats-Unis, \$3.50.  
Tout semestre commencé se paie en entier.  
On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avis.

Vol. VII.

No. 17.

Prix du numéro, 7 centins. — Annonces, la ligne, 5 centins.  
Toute communication doit être affranchie.  
Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par bons sur la poste.

JEUDI, 27 AVRIL 1876

Rédaction, Administration, Bureaux d'Abonnements et d'Annonces : Nos. 5 et 7, Rue Bleury, Montréal. — GEO. E. DESBARATS, Directeur-Gérant.

## SOMMAIRE

L'Eglise et l'Etat (Church and State). — Revue Européenne. — Nos abonnés qui déménagent. — Vingt mille lieues sous les mers (suite). — Nos Gravures : L'usine à savon des Messieurs Barsalou ; La fête du grand-père ; L'éléphant du Prince de Galles attaqué par un tigre. — Poésie : Hier et aujourd'hui. — La chasse au caribou. — Le jeu de dames. — Bonheur et longévité. — Importance de la culture des plantes fourragères. — Les bulles de savon. — Enigmes, charades, problèmes, questions, etc. — Rosalba ou deux amours, épisode de la révolution de 1837. — Nouvelles générales. — Prix du marché de détail de Montréal.  
GRAVURES : La fête du grand-père ; Nouvelle usine à savon, MM. J. Barsalou et Cie., propriétaires, coin des rues Durham et Ste. Catherine ; L'éléphant du Prince de Galles attaqué par un tigre.

## L'ÉGLISE ET L'ÉTAT

"CHURCH AND STATE."

La deuxième brochure de Sir Alexander Galt.  
Dawson Bros, Editeurs ; Montréal.

Sir Alexander Galt, dans ses faibles et vains efforts pour s'opposer aux droits de l'Eglise catholique en Canada, ressemble à un enfant qui, les yeux bandés, tourne trois fois au milieu de la place, puis s'avance pour éteindre de son souffle une lumière posée sur un meuble. Il n'a pas de point de départ sur lequel s'appuyer, chancelle et trébuche à chaque pas, ne voit pas le but qu'il désire atteindre, et s'épuise en futilités, tandis que la lumière continue, toute sereine, à éclairer l'appartement.

Dans toute question affectant la religion, aucun logicien ne se bornera à discuter les détails, sans remonter aux principes. Autant vaudrait commencer un édifice par les moulures du troisième étage. Il faut d'abord poser les bases.

Sir Alexander passe outre.

Il ne veut pas, dit-il, entrer sur le terrain de la polémique religieuse. Il n'envisage que l'aspect politique de la question, et voit dans l'attitude du clergé catholique un danger imminent qui menace, non-seulement la minorité protestante, mais même les droits civils et la liberté des catholiques.

D'abord, l'on pourrait lui citer le passé comme une garantie de l'avenir, puis, lui dire que les catholiques tiennent autant que lui aux droits civils qu'ils ont eu tant de misère à obtenir. On pourrait le prier de comparer un instant l'état social et civil de la minorité catholique dans Ontario avec celui de la minorité protestante de Québec ; minorité toujours traitée avec tant d'égards et de largesse. On pourrait lui demander s'il craint que nous ne devenions aussi intolérants que ses coreligionnaires du Nouveau-Brunswick. — Mais ce serait entrer trop tôt dans les détails.

Pour nous, catholiques, la position est bien simple, et clairement définie. Nous avons des bases solides pour nos convictions ; nos yeux ne sont pas bandés, et nous voyons le flambeau qui éclaire le monde. Sir Alexander paraît considérer la société civile comme une organisation dont le seul but est d'élire des députés au Parlement, et de poursuivre les arts, l'industrie et le commerce selon certaines règles façonnées de main d'homme. Nous lui recommandons une plus haute mission, celle d'aider à l'homme, de le forcer, en quelque sorte, à atteindre sa fin dernière. Toute loi doit tendre vers ce but. La loi humaine ne doit être qu'un reflet de la loi divine ; ses décrets doivent avoir pour objet d'arrêter le penchant naturel de l'homme vers le mal, de soutenir et d'encourager la pratique du bien. Comme l'éternité surpasse en durée le temps, l'ordre surnaturel l'emporte sur le domaine naturel, et les intérêts de l'homme dans la

vie présente sont subordonnés à la destinée qui l'attend dans les siècles sans fin.

Ainsi la société dont le but immédiat est de préparer l'homme pour la vie future, la société établie par Dieu même pour l'instruction et le gouvernement surnaturel de ses créatures, est nécessairement supérieure à toute organisation purement humaine.

Sir Alexander Galt est-il prêt à nier l'existence d'une société établie de Dieu ? Le Sauveur du monde n'a-t-il pas fondé une Eglise ? n'a-t-il pas confié une mission, une autorité aux apôtres ? Et si cette Eglise a existé, n'existe-t-elle pas encore ? Dieu aurait-il fait une œuvre vaine, imparfaite, périssable ? Qui oserait le dire ! Et cependant, il n'y a que l'Eglise catholique qui s'arroge ce titre, et fait remonter sa lignée, son origine à Jésus, le Dieu-Sauveur. Elle seule réclame l'enseignement exclusif des nations. Elle seule maintient l'unité de doctrine et menace d'anathèmes ceux qui, refusant d'accepter les vérités révélées dont elle est la dépositaire et l'interprète, préfèrent à ses enseignements leur propre jugement, tout obscurci par les passions.

Si donc il y a une Eglise, une société, un gouvernement divinement fondé, chargé de guider l'homme vers les sombres portails au-delà desquels brille le jour éternel, appartient-il à un laïque, à un homme entièrement ignorant de l'Eglise de Dieu, de venir lui poser des barrières ?

Sir Alexander Galt ferait mieux de s'en tenir à la finance, et de laisser le domaine spirituel à ceux qui en sont chargés par Dieu. Et s'il prétend que la question qu'il traite est du ressort de la politique, je réponds qu'elle est plutôt religieuse que politique, et que Sir Alexander n'a pas mission de définir où cesse le domaine spirituel.

Il serait trop long d'entrer en détail dans l'examen de son pamphlet, qui contient bien des absurdités. Quelques-unes cependant sautent tellement aux yeux, qu'elles méritent d'être citées.

Où a-t-il trouvé, par exemple, que depuis plusieurs années, même avant la publication du *Syllabus*, "on a cherché à placer le contrôle de l'éducation, élémentaire et supérieure, entre les mains du clergé ;" — et que "le clergé a réussi, pendant la dernière session, à obtenir la gestion entière des deniers publics votés pour l'éducation, quant aux catholiques ?" "L'influence, dit-il, déjà exercée par le clergé sur les consciences des paysans canadiens, simples et confiants, est assez grande ; que sera-t-elle donc, quand l'éducation des masses sera toute confiée aux mains du clergé ?"

Et qui donc a conduit l'éducation du peuple en Canada depuis deux siècles et demie si ce n'est le clergé ? Sir Alexander Galt ignore-t-il que le séminaire de Québec a célébré, il n'y a pas longtemps, son deuxième centenaire ?

L'éducation, la civilisation ont suivi sur ces parages, les apôtres de la foi chrétienne. Et depuis, le prêtre est demeuré l'instituteur de son peuple. Sir Alexander voit pourtant, dans les lois d'éducation passées depuis quelques années, des symptômes alarmants d'agression cléricale !

Il ignore ensuite l'existence du Bureau d'Education, composé de prêtres et de laïques.

Il est assez bon pour appliquer au prêtre de *jadis*, les épithètes de paisible, loyal,

modeste, intelligent, et nous apprend que "sa sphère est d'enseigner la piété et la morale à ses ouailles, dans cette vie, et de les soutenir à l'heure de la mort, avec la rassurante certitude (*comforting assurance*) du bonheur ci-après." Est-ce de l'ironie ou de l'impunité ?

Il prétend surtout s'adresser aux catholiques, afin d'inviter leur co-opération avec les protestants, dans une résistance organisée aux agressions du clergé, et cependant, il dit qu'on "cherche en vain parmi ceux qui, depuis la confédération, ont administré les affaires publiques de Québec, cette indépendance d'esprit et d'action qui distinguaient nos chefs canadiens d'autrefois," — et "qu'il sait que ni rouges ni bleus ne sont libres de la contrainte cléricale." Alors, pourquoi donc tant battre l'air ?

Que Sir Alexander Galt se rassure. Il ne changera ni les convictions des catholiques ni la conduite de l'Eglise. Mais d'un autre côté, que lui et ses co-religionnaires se persuadent que le plus fervent désir des catholiques est de leur laisser pleine latitude, et de vivre avec eux dans les conditions les plus cordiales. Et que rien, pas même des attaques intempestives et sans cause, comme celles de Sir Alexander Galt, ne nous fera dévier de cette ligne de conduite qu'exigent également la politique et la charité.

G. E. D.

## REVUE EUROPEENNE

Lorsque Pierre Dupont a fait le refrain de sa chanson de *la Vigne* :

Bon Français, quand je vois mon verre  
Plein de son vin couleur de feu,  
Je songe en remerciant Dieu  
Qu'ils n'en ont pas dans l'Angleterre.

il a exprimé un raffinement d'égoïsme jaloux qui est malheureusement un peu trop dans notre nature. Jouir d'une chose surtout parce que nos voisins n'en ont point : cela se voit assez souvent. De même, se consoler de ce qui nous afflige parce que d'autres partagent notre sort, est une autre faiblesse humaine en quelque sorte plus excusable, et surtout plus commune.

Tout ce préambule, amis lecteurs, est uniquement pour vous demander s'il ne vous serait pas arrivé de vous réjouir en apprenant qu'il a neigé en France, en Espagne et en Italie, et que les épouvantables tempêtes qui nous ont affligé pendant l'affreux mois de mars qui vient de finir ont fait le tour du monde ?

C'est bien assez, ne vous semble-t-il pas, que nous soyons, dans l'état normal des choses, dans une des régions les plus froides et les plus maltraitées par la température, sans que ce redoublement de rigueur ait été pour nous seuls ? Eh bien, tout le monde en a été cette fois-ci, et il n'y aura point de jaloux. Les convois de chemins de fer ont été arrêtés par la neige en Angleterre comme en Canada ; et le public de l'Odéon, au sortir d'une des représentations des Danicheff dont nous avons parlé dans notre dernière revue, s'est vu assailli par une bourrasque sibérienne, ce dont il a été enchanté, car c'était de la couleur locale, et les éléments se mêlaient d'ajouter leur collaboration à celle de M. Alexandre Dumas. Le port de Liverpool a été pendant trois jours soumis à un blocus des plus rigoureux, et lorsque les tempêtes ont cessé, pas moins de quatre cents steamers et gros vaisseaux à voile sont sortis des bassins, s'en allant quatre à quatre,

comme les bourgeois de Chartres et ceux de Mont-le-Héry, dans le vieux Noël qui se chante encore en Canada.

Mais les Européens se vantent peut-être, et ce qu'ils ont pris pour un hiver canadien ou sibérien ne vaut peut-être point la peine qu'on en parle ? Il est bien certain, dans tous les cas, que nulle part ailleurs qu'à Québec on n'a pu contempler d'aussi belles montagnes de neige au milieu des rues ; artistement taillées par ceux qui étaient préposés à leur enlèvement, elles avaient l'air de murailles et de fortifications naturelles, beaucoup plus coûteuses, hélas ! à détruire qu'à édifier.

Si l'hiver a été rigoureux dans les grandes capitales de l'Europe, le surcroît de misère qui en est résulté a pu être facilement allégé par les millionnaires qu'elles possèdent, et qui, il faut leur rendre cette justice, font, en général, un assez bel emploi d'une partie au moins de leur superflu. Un journal français donnait, dernièrement, un état des plus grandes fortunes de l'Angleterre et les faisait constater avec la misère du peuple dans les grandes villes. Le duc de Westminster, lord Dudley, le marquis de Bute (le célèbre converti que M. Disraeli a voulu personnifier dans son roman de *Lothair*), le duc de Sutherland, le duc de Bedford, lord Derby, qui figurent en tête de cette liste, ont des revenus qui varient de douze à vingt-deux millions de francs. On comprend le pouvoir d'une aristocratie appuyée sur de pareilles fortunes, surtout lorsque ceux qui les possèdent ne s'en livrent qu'avec plus d'ardeur à l'étude et à la vie publique et intellectuelle sous ses diverses formes. C'est ce qu'on voit le plus souvent de nos jours.

La part que prennent aux choses publiques les membres de cette classe puissante est remarquable : en dehors des deux chambres du parlement, dans les banquets, dans toutes les démonstrations publiques, dans les colonnes des journaux, où ils signent leurs noms, dans les revues dont plusieurs d'entre eux sont les collaborateurs, ils interviennent à chaque instant dans les polémiques de toutes sortes, n'en redoutant aucunement l'ennui. C'est ainsi que dernièrement, lord St. Asaph publiait dans le *Tablet*, le principal organe des catholiques de l'Angleterre, une lettre dans laquelle il prenait la rédaction à partie pour ses articles au sujet de Don Carlos. Ce dernier est malheureusement arrivé à Folkestone au moment où l'on y célébrait l'inauguration d'une nouvelle jetée dans ce port, qui correspond à celui de Boulogne comme Douvres correspond à Calais. La municipalité de Boulogne était invitée à cette célébration, et toutes les sociétés maçonniques de Folkestone paraissent dans les rues. Cette foule était loin d'être sympathique au prétendant ; des sifflets et des huées contre lesquels protestèrent quelques *hurrahs* l'accueillirent sur le quai. A son arrivée à Londres, il y eut, assurément, pour le moins autant d'acclamations que de huées. La presse anglaise en général a flétri comme elle le méritait cette barbare manifestation. L'Angleterre est par excellence le pays de l'hospitalité ; elle accueille tous les vaincus, royalistes ou républicains, et de temps immémorial elle s'en est fait gloire.

Le *Tablet*, qui a toujours été peu favorable à la cause de Don Carlos, dans la même livraison où il blâmait la manifestation de Folkestone, réitérait l'expression de